

D 734 EL SALVADOR: LA DÉCLARATION FRANCO-MEXICAINE

Rendue publique le 28 août 1981, la déclaration conjointe de la France et du Mexique sur la situation salvadorienne et la représentativité des deux groupes fédérés de l'opposition (y compris la branche armée) a eu un impact considérable en El Salvador et dans le monde. La reconnaissance internationale du Front Farabundo Marti de libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire (cf. DIAL D 618 et 670) n'est pas une mince affaire. Nous donnons le texte intégral de la déclaration franco-mexicaine en première partie de ce document.

Les réactions du gouvernement salvadorien, des Etats-Unis et d'un certain nombre de gouvernements latino-américains sont allées du rejet pur et simple au refus nuancé, selon le cas. Voir le deuxième document.

Nous donnons ici les réactions ecclésiastiques d'El Salvador, moins connues, mais qui n'en sont pas moins importantes en raison de la caution politique qu'elles apportent. L'Eglise catholique est un facteur important de légitimité politique. On l'a vu au Nicaragua d'avant et après Somoza; on l'a vu également en El Salvador à propos de la légitimation des organisations paysannes en 1978 (cf. DIAL D 485 et 491).

Entre les déclarations de Mgr Alvarez, président de la Conférence épiscopale et vicaire aux armées, et l'attitude de Mgr Rivera, il y a plus que des différences: c'est une divergence totale. On pourra en juger par leurs déclarations respectives reproduites ci-dessous. La position de Mgr Rivera est d'autant plus significative qu'il avait fait l'objet de fortes critiques de la part des milieux d'opposition (cf. DIAL D 723). Nous y ajoutons un long commentaire publié dans "Carta a las Iglesias" du centre pastoral de l'Université centro-américaine.

Note DIAL

1- Déclaration franco-mexicaine au Conseil de sécurité des Nations-Unies  
(28 août 1981)

Convaincus qu'il appartient au peuple salvadorien, et à lui seul, de trouver une solution juste et durable à la crise profonde que traverse ce pays, mettant ainsi fin au drame que vit la population;

Conscients de leurs responsabilités en tant que membres de la communauté internationale et s'inspirant des buts et des principes de la Charte des Nations Unies;

Tenant compte de l'extrême gravité de la situation actuelle et de la nécessité de changements fondamentaux dans les domaines sociaux, économiques et politiques;

Les gouvernements français et mexicain reconnaissent que l'alliance du Front Farabundo Marti pour la libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire constitue une force politique représentative, disposée à assumer les obligations et à exercer les droits qui en découlent. En conséquence, il est légitime que l'alliance participe à l'instauration des mécanismes de rapprochement et de négociation nécessaires à la solution politique de la crise;

Les gouvernements français et mexicain rappellent qu'il appartient au peuple du Salvador d'engager un processus de solution politique globale dans lequel sera établi un nouvel ordre interne, seront restructurées les forces armées et seront créées les conditions qui assurent le respect de la volonté populaire, exprimée à travers des élections authentiquement libres et d'autres mécanismes propres à un système démocratique;

Ils lancent un appel à la communauté internationale pour que, notamment dans le cadre des Nations Unies, celle-ci assure la protection de la population civile selon les normes internationales applicables et facilite le rapprochement entre les représentants des forces politiques salvadoriennes en lutte, afin de rétablir la concorde dans ce pays et afin que soit évitée toute ingérence dans les affaires intérieures du Salvador.

## 2- Condamnation de la déclaration franco-mexicaine par neuf pays latino-américains (2 septembre 1981)

Compte tenu que les gouvernements du Mexique et de la France ont décidé d'intervenir dans les affaires intérieures d'El Salvador en formulant des déclarations politiques destinées à favoriser l'un des extrémismes subversifs à l'action dans ce pays pour en conquérir le gouvernement, les ministres des affaires étrangères soussignés expriment leur étonnement devant cette attitude qui constitue un précédent extrêmement grave. Ils font en outre remarquer, avec une grande préoccupation, que la déclaration de ces deux gouvernements en faveur de l'un des extrémismes subversifs qui, par la violence, entend altérer le destin démocratique et la libre détermination du peuple salvadorien, est une invitation tacite à d'autres entités étrangères à se prononcer en faveur des éléments extrémistes qui sont parties prenantes de la crise; loin, donc, de contribuer à la solution du problème, cette déclaration ne peut que l'aggraver en l'internationalisant.

(Signé des chanceliers d'Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Guatemala, Honduras, Paraguay, République Dominicaine et Venezuela)

## 3- Communiqué de la Conférence épiscopale salvadorienne (4 septembre 1981)

Au peuple salvadorien et aux conférences épiscopales du monde

C'est avec stupeur que nous avons pris connaissance du communiqué que les gouvernements français et mexicain ont présenté à l'ONU, communiqué dans lequel ils reconnaissent le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) comme force politique représentative du peuple salvadorien, et proposent des modes de règlement des problèmes intérieurs d'El Salvador.

Nous sommes témoins que, dans notre pays, une petite partie du peuple sympathise avec le FMLN et le FDR; celui-ci a perdu son soutien populaire et s'emploie actuellement à semer la terreur dans la population, portant ainsi atteinte à l'économie de la nation par la destruction des biens et des services du peuple; et cela, pour tirer profit sur le plan politico-militaire, créer les conditions de la prise du pouvoir et imposer la dictature marxiste-léniniste.

Nous considérons la déclaration franco-mexicaine comme une ingérence dans les affaires intérieures du pays, puisqu'elle qualifie tel groupe politique de représentatif du peuple salvadorien. Les conséquences possibles d'un tel acte sont les suivantes: la recrudescence de la guerre d'usure, avec l'augmentation conséquente du nombre des morts; la destruction accrue de biens et l'accroissement du nombre des personnes acculées à la misère; la radicalisation des groupes sociaux, rendant plus difficile la recherche de la paix; ainsi que l'internationalisation rapide du conflit.

Comme évêques d'El Salvador, nous défendons le droit à l'autodétermination de notre nation. Nous condamnons du même coup toute intervention dans les affaires internes du pays. Nous rejetons, en conséquence, l'acte d'intervention des gouvernements français et mexicain. Nous demandons à tous les pays du monde leur collaboration positive à la recherche de la paix que nous désirons.

San Salvador, le 4 septembre 1981  
José Eduardo Alvarez, C.M.  
président de la Conférence épiscopale  
salvadorienne  
Freddy Delgado A.  
secrétaire général

4- Position de Mgr Rivera, administrateur apostolique de San Salvador  
(6 septembre 1981) (Extrait de son homélie)

Le texte de l'évangile de ce dimanche nous parle de la correction fraternelle et du dialogue comme moyens de parvenir à une vie sociale et communautaire. Pour en faire une application concrète à notre situation nationale, j'ai choisi la nouvelle qui m'a semblé la plus significative.

La nouvelle qui a occupé tous les moyens d'information du pays, la radio, la presse écrite et la télévision, c'est la déclaration conjointe du Mexique et de la France par laquelle le FMLN et le FDR sont reconnus comme force politique représentative.

Nombre de personnes et de groupes ont donné leur version et leur opinion dans les médias. Je pense que votre serviteur a aussi un mot nuancé à dire sur la question. Ma parole n'est pas l'expression d'un langage politique, diplomatique ou technique, ni non plus le reflet d'une position de parti. On n'attend pas cela de l'Eglise. Sa parole est celle de "l'Eglise d'Amérique latine (qui) se sent intimement et réellement solidaire de tout le peuple du continent" (Puebla, 162), dans la perspective de l'Evangile et du choix prioritaire des pauvres. C'est avec "les yeux de la foi et notre cœur de pasteurs" que nous nous situons dans "la réalité de notre peuple" et nous demandons "quel est le dessein sauveur de Dieu pour l'Amérique latine, quels sont les chemins de libération qu'il nous propose" (Puebla, 163).

Il y a un fait devant lequel nous ne pouvons fermer les yeux: la réalité sanglante du peuple salvadorien pris dans une guerre fratricide. Les causes sont à rechercher dans une histoire d'oppression et de mort, dans une situation déjà ancienne d'injustice instituée. Dernièrement la situation s'est

davantage tendue en raison de l'ingérence de pays étrangers. Quels que soient les motifs avancés ou les impérialismes représentés, le conflit s'est militarisé dans le sens d'une issue par les armes.

Les conséquences que, comme patriotes salvadoriens, nous ne pouvons considérer avec indifférence, sont les suivantes:

- a) Notre pays est plongé dans un abîme de violence irrationnelle. Les personnes assassinées se comptent par milliers et milliers, dont la plupart ne sont pas des combattants et ont été arrachées à leur foyer sans tenir compte de leur degré de participation politique.
- b) Cette situation a provoqué le chômage, la hausse du coût de la vie, l'angoisse et l'affliction qui sont autant d'obstacles à un développement socio-économique normal.
- c) La société salvadorienne, dans ses différentes couches sociales, semble s'être accoutumée à la violence et à l'autodestruction, en finissant par les considérer comme les choses les plus normales du monde.
- d) Enfin, le risque existe d'une internationalisation encore plus grande si les pays qui se sont contentés jusqu'à maintenant de fournir des armes et des conseillers, décident d'intervenir ouvertement.

L'Eglise à travers son magistère universel et nous-mêmes, sur la base des documents de Vatican II, de Medellin et de Puebla, avons rejeté toute intervention armée, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou militaire. Comme les évêques réunis à Medellin, nous avons dénoncé "l'impérialisme, quel qu'en soit le signe idéologique, qui s'exerce en Amérique latine de façon indirecte ou par des interventions ouvertes" (Medellin, 10).

A plusieurs reprises, en nous appuyant sur l'évangile, sur le magistère de l'Eglise universelle, sur les exemples donnés par le Saint-Père Jean-Paul II ainsi que par nos prédécesseurs, Mgr Luis Chávez y González, Mgr Romero, et à l'instar de la conférence épiscopale qui s'était proposée comme médiatrice en novembre dernier, nous avons parlé de la nécessité du dialogue et de la recherche d'une issue politique à la situation actuelle. C'est là notre conviction: la voie armée n'est pas ni ne peut être la solution. "Personne ne sera surpris si nous réaffirmons avec force notre foi en la fécondité de la paix. C'est là notre idéal chrétien" (Medellin, 15). Sur ce point de vue nous avons reçu l'aval de nombreuses organisations et personnalités, lesquelles ont d'ailleurs proposé leurs bons offices dans la recherche d'une issue juste et pacifique pour arrêter le sang de couler et faire cesser la destruction du peuple salvadorien.

#### Notre position

Ces prémisses étant parfaitement claires, on peut en déduire simplement notre façon de penser concernant la déclaration conjointe Mexique-France.

Si cette déclaration recouvre une intention évidente d'intervenir dans la politique intérieure et de prolonger une situation de guerre et de violence dans notre pays, nous ne sommes pas d'accord.

Si elle entend forcer à un dialogue entre les parties en conflit et en définir le contenu et les modalités, nous ne sommes pas d'accord.

S'il s'agit d'une campagne à résonance internationale, certes inhabituelle et peu conforme aux règles du droit international, mais qui obligerait moralement les Salvadoriens à repenser la réalité sociale et politique de notre pays, à faire le bilan des dégâts de la guerre et à rechercher des voies plus rationnelles, plus civilisées et plus chrétiennes pour le règlement du conflit politique et militaire, alors je ne vois pas pourquoi il faudrait déchirer ses vêtements. El Salvador ne peut être la patrie des uns et le

cimetière des autres, mais la patrie de tous. D'ailleurs, comme St Jean Bosco avait l'habitude de le dire, un bon conseil est un bon conseil, d'où que vienne le démon.

Comme citoyen salvadorien, j'aimerais que l'arbre ne nous cache pas la forêt. C'est-à-dire que, par souci justifié de défense de la souveraineté nationale dans la fidélité à la devise "Vaincre ou mourir", nous n'en venions pas à oublier notre peuple et à rester insensibles à la réalité du problème. Le peuple continue de perdre son sang, les morts prolifèrent, la violence se poursuit.

### Un appel

Je cite la conférence de Medellin qui a eu lieu voici treize ans: "Si nous observons les conditions d'ensemble de nos pays et si nous tenons compte de la préférence du christianisme pour la paix; si nous envisageons les énormités d'une guerre civile, sa logique de violence, les maux atroces qu'elle engendre, le risque qu'elle introduit d'une intervention étrangère, aussi illégitime soit-elle; et si nous pensons aux difficultés d'édifier une société basée sur la justice et la liberté à partir d'un processus de violence, alors nous ne pouvons que miser sur le dynamisme d'un peuple conscientisé et organisé, dans le ferme espoir qu'il soit mis au service de la justice et de la paix" (Medellin, 19). Pour ma part, et pour éviter les malentendus, je suis d'accord que toutes les forces vives soient mises au service de la justice et de la paix.

Nous ne pouvons continuer ainsi, dans l'ombre d'une internationalisation du problème. Je comprends que, dans les circonstances actuelles, il soit difficile d'écouter les voix qui parlent de sérénité et qui emploient le langage de la raison et de la justice pour trouver une issue politique au lieu d'une solution militaire.

J'en appelle au sentiment et à la volonté du peuple salvadorien qui, dans son ensemble, désire la paix; et je lui demande de ne pas rester sur des positions figées. S'obstiner dans l'idée que chacun a raison et que son plan est le seul valable, c'est bloquer toute possibilité de dialogue. Je crois que, comme salvadoriens, nous sommes capables de régler nos propres problèmes, à condition d'y mettre un peu de bonne volonté. Le signe de cette bonne volonté, ce serait une trêve dans les combats et les hostilités de part et d'autre; du côté du gouvernement, ce serait la création d'un climat favorable aux élections annoncées, climat qui se concrétiserait dans une plus grande ouverture des moyens de communication sociale, dans l'abrogation des décrets de suspension des garanties constitutionnelles du citoyen: l'état de siège et la loi martiale; ainsi que des décrets qui portent atteinte à la sécurité de l'ouvrier et du citoyen ordinaire.

Je souhaite que la déclaration franco-mexicaine, comme toute autre déclaration à venir, ne soit pas prétexte au durcissement des positions mais favorise la voix de la raison dans notre problème.

Que le Divin sauveur du monde, prince de la paix, par l'intercession de la Très sainte vierge dont nous allons célébrer la nativité après-demain, vienne à l'aide de notre pays à un carrefour sanglant de son histoire.

### 5- Commentaire du centre pastoral de l'Université centro-américaine

#### MGR RIVERA ET MGR ALVAREZ FACE A LA DÉCLARATION FRANCO-MEXICAINE

Le fait politique le plus significatif de ces jours-ci a été la déclaration franco-mexicaine, par laquelle le FMLN et le FDR sont reconnus comme forces politiques représentatives, avec les réactions nationales et internationales provoquées par cette déclaration. Les évêques salvadoriens l'ont

aussi commentée et cela - comme il est arrivé en 1978 à propos du thème important des organisations populaires (1) - de façon très différente, voire contraire. En ce temps-là, Mgr Romero et Mgr Rivera ont clairement soutenu le droit à l'organisation populaire, en faisant d'ailleurs ressortir à la lumière de l'évangile comment les organisations populaires devaient être pour servir le bien du pays. Les autres évêques ont rejeté les organisations populaires existantes parce qu'ils les considéraient comme étant de gauche. C'est une chose similaire qui vient de se passer avec la déclaration franco-mexicaine. En raison de leur importance évidente, nous proposons un commentaire des deux positions un peu plus long que d'habitude dans ce bulletin.

#### 1- La position de Mgr Alvarez

Mgr Alvarez, évêque de San Miguel, président de la conférence épiscopale, vicaire aux armées et colonel de l'Armée salvadorienne, conjointement avec le P. Freddy Delgado, secrétaire de la conférence épiscopale, a rendu public un communiqué le 4 septembre. Ce communiqué n'est pas signé par les autres évêques; on ne sait pas si Mgr Aparicio et Mgr Revelo (2) en ont eu connaissance et l'ont approuvé avant publication; il est à peu près sûr que Mgr Rivera ne l'a ni vu ni approuvé, et qu'il est même en désaccord objectif, comme on le verra plus loin. Le nonce ne semble pas non plus en avoir eu connaissance auparavant ni en être très satisfait. La procédure suivie dans l'élaboration du communiqué et sa publication, surtout en matière d'une telle importance, le rend suspect; en tout cas, on peut difficilement l'appeler objectivement un communiqué de la conférence épiscopale.

Le communiqué fait état de la stupeur qu'a provoquée la reconnaissance politique du FMLN et du FDR, lesquels n'ont pas de soutien populaire, si ce n'est dans un secteur restreint; ils s'emploient à semer la terreur et à détruire l'économie de la nation pour prendre le pouvoir et instaurer la dictature marxiste-léniniste. Le communiqué condamne la déclaration franco-mexicaine parce qu'elle constitue une ingérence dans les affaires intérieures du pays; il énumère les conséquences possibles de la déclaration: recrudescence de la guerre, nombre accru de morts, augmentation des destructions, prolifération de la misère, radicalisation et polarisation, internationalisation plus rapide du conflit. Le communiqué conclut en rejetant l'intervention des gouvernements français et mexicain. Il s'adresse pour cela au peuple salvadorien et à toutes les conférences épiscopales du monde.

Sur ce communiqué, on peut dire ceci. Au niveau du langage et de l'argumentation, il apparaît comme un document directement politique, sans qu'il y soit fait référence ou mention explicite de critères ou arguments de type évangélique ou ecclésial. Ces critères et ces arguments, du fait qu'ils découlent des réalités ultimes de la foi, peuvent et doivent éclairer les problèmes politiques car ils vont précisément au-delà du politique dans ce qu'il a de formel. On ne trouve pas dans le communiqué ces références ultimes de l'évangile et de l'Eglise que sont le royaume de Dieu, le choix des pauvres, etc., permettant de porter un jugement sur un sujet politique.

Cette optique purement politique et aucunement évangélique est, de fait, au service d'un choix politique, lequel n'est autre que celui de l'actuel gouvernement salvadorien. Aussi le communiqué est-il semblable à d'autres du même type émis par d'autres gouvernements qui soutiennent la junte; il est même plus radical que les déclarations du Département d'Etat des USA, qui enregistre certains aspects positifs dans la déclaration franco-mexicaine. Le communiqué épiscopal rejette cette déclaration comme interventionniste, mais sans analyser la réalité objective, ni même juridique, d'autres interventions telles que celle des Etats-Unis qui est bien plus durable, massive et décisive. Le critère ultime du jugement est donc ce qui est ou non en faveur du gouvernement actuel, avec les solutions qu'il propose.

(1) Cf. DIAL D 485 et 491 (NdT).

(2) L'épiscopat salvadorien compte en tout cinq évêques (NdT).

En ce qui concerne le contenu du communiqué, l'attention est fortement attirée par l'affirmation que les signataires sont "témoins" des agissements du FMLN et du FDR tout comme de leur faible soutien populaire. Mais ni dans ce document ni dans des déclarations antérieures ils n'ont fait état ou la preuve de ces deux choses; ils ne les ont pas cernées de façon quantitative; et, par ailleurs, ils n'ont pas non plus témoigné des agissements des forces de sécurité, des groupes paramilitaires, ni des effets des décrets de la junte, tout cela qui a été largement divulgué par des organismes nationaux, internationaux, ecclésiastiques, épiscopaux et civils. De plus, ils utilisent le terme biblique de "témoins", utilisé pour désigner ceux qui prêchent le Christ crucifié et ressuscité, sans que les signataires se soient jamais distingués, au cours de tant d'années d'horreur dans le pays, par leur présence du côté des crucifiés pour donner depuis cet endroit un témoignage évangélique.

La raison fondamentale qu'ils donnent pour rejeter la déclaration franco-mexicaine, est celle des conséquences qui en résulteraient. Encore une fois, la logique en vigueur ici c'est l'a priori en vertu duquel on refuse l'intention d'une déclaration qui tend exactement au contraire de ce qui est affirmé d'elle (abrégier la guerre, rechercher une solution politique mais efficace), sans que soient analysées les possibilités objectives de paix et de justice contenues dans une telle déclaration. Ce faisant, on bloque une nouvelle fois les tentatives de dialogue avancées à plusieurs reprises par Mgr Rivera, y compris l'opinion du Vatican et du pape sur la négociation comme solution la plus efficace. Au lieu de porter un jugement sur la déclaration du point de vue de ces possibilités, les signataires la disqualifient a priori. La crainte et le rejet d'une internationalisation du conflit font ignorer l'internationalisation déjà existante; cela fait surtout perdre l'occasion de transformer l'intérêt international pour El Salvador, ainsi que les interventions unilatérales et exclusives, en effort unifié et complémentaire permettant de mettre fin à la tragédie.

Le communiqué est, en somme, le point culminant de la trajectoire connue de quelques évêques salvadoriens: un refus total et absolu de tout mouvement populaire, ecclésial ou politique, et la convergence avec les gouvernements. Voilà le fond de la question. C'est pourquoi ce communiqué est directement politique dans sa visée et dans son contenu; il est mauvais pour la solution du problème national.

## 2- La position de Mgr Rivera

Deux jours plus tard, au cours de son homélie dominicale du 6 septembre, Mgr Rivera a pris position sur la déclaration franco-mexicaine, sans faire mention du communiqué de Mgr Alvarez et de façon différente, voire objectivement contraire.

Les points les plus importants de son intervention sont les suivants.

1) Le ton n'est pas politique, diplomatique, technique ou partisan. L'inspiration et le point de vue sont évangéliques: la solidarité de l'Eglise avec les peuples et le choix des pauvres. Ce qui permet de porter un jugement sur la déclaration à partir "du dessein de salut que Dieu a élaboré" et des "chemins de libération qu'Il nous ouvre". On ne s'en tient donc pas à l'aspect purement formel de la déclaration et on la juge selon un critère beaucoup plus fondamental: est-ce une aide ou non, et dans quelle mesure elle permet de réaliser la volonté de Dieu en El Salvador.

2) Le fait de base, c'est la nécessité de mettre un terme à "la réalité sanglante du peuple salvadorien pris dans une guerre fratricide", dont les causes profondes sont structurelles et historiques. Cette réalité sanglante s'est accrue avec la militarisation du conflit, quelles qu'en soient les raisons, et avec les divers impérialismes qui la sous-tendent. Les conséquences de cet accroissement sont connues: la violence irrationnelle; les milliers d'assassinats dont nombre de non combattants et de gens arrachés à leurs foyers; le chômage, la hausse du coût de la vie et l'anxiété dans l'ordre social et économique; l'accoutumance à la violence et l'autodestruction; le risque d'une internationalisation par des interventions plus ouvertes.

3) La position de l'Eglise et du diocèse de San Salvador est faite du rejet de toute intervention, sous quelque signe idéologique qu'elle se présente, ainsi que la recherche de solutions justes et pacifiques.

4) De ces prémisses qui ne relèvent ni d'un parti ni d'une idéologie, on peut déduire le jugement porté sur la déclaration franco-mexicaine. Si celle-ci est synonyme de volonté évidente d'intervention dans la politique intérieure, de prolongation de la guerre et de la violence, ou si elle prétend contraindre au dialogue et en déterminer le contenu, il est clair que Mgr Rivera ne peut être d'accord. Mais la déclaration ne comporte pas nécessairement en elle-même de telles perspectives; au contraire, elle revêt une réelle signification d'appel à considérer la situation concrète:

"S'il s'agit d'une campagne à résonance internationale, certes inhabituelle et peu conforme aux règles du droit international, mais qui obligerait moralement les Salvadoriens à repenser la réalité sociale et politique de notre pays, à faire le bilan des dégâts de la guerre et à rechercher des voies plus rationnelles, plus civilisées et plus chrétiennes pour le règlement du conflit politique et militaire, alors je ne vois pas pourquoi il faudrait déchirer ses vêtements. El Salvador ne peut être la patrie des uns et le cimetière des autres, mais la patrie de tous."

La déclaration doit donc être reçue non du simple point de vue juridique - même si, sur ce plan, elle est inhabituelle - mais en fonction de ses virtualités évidentes pour une solution du conflit. En ce sens, Mgr Rivera y voit des possibilités et c'est pourquoi la déclaration ne peut être rejetée au titre d'ingérence, ce qui n'est d'ailleurs pas le problème fondamental. C'est-à-dire que, par souci justifié de la souveraineté nationale dans la fidélité à la devise 'Vaincre ou mourir', nous n'en venions pas à oublier notre peuple et à rester insensibles à la réalité du problème. Le peuple continue de perdre son sang, les morts prolifèrent, la violence se poursuit." C'est à cela qu'il faut mettre fin et si la déclaration y aide, elle est la bienvenue.

5) Cette prise de position est cohérente avec la trajectoire de Mgr Rivera qui a vu dans le dialogue et la négociation la forme la plus efficace pour l'instauration d'une véritable justice dans le pays; fréquemment, et récemment encore, il est interrogé sur les élections comme moyen efficace pour cette solution. Dans son exhortation finale, il résume les points essentiels:

- a) la nécessité d'une issue politique efficace et non pas militaire;
- b) la nécessité du dialogue, qui ne doit pas être bloqué par le maintien de chaque groupe sur des positions figées;
- c) l'importance de donner de part et d'autre des signes clairs et actuels de bonne volonté, tels que la trêve dans le combat et les hostilités des



deux côtés; et plus particulièrement, du côté du gouvernement, une plus grande ouverture des médias, l'abrogation des décrets de suspension des garanties constitutionnelles (état de siège et loi martiale), décrets qui portent atteinte à la sécurité de l'ouvrier et du citoyen ordinaire, ce qui serait de nature à créer un climat favorable pour les élections.

6) Il termine son homélie en se résumant sur l'essentiel et en mettant en garde contre l'utilisation qui a été faite de la déclaration et les réactions qu'elle a provoquées: "Je souhaite que la déclaration franco-mexicaine, comme toute autre déclaration à venir, ne soit pas prétexte au durcissement des positions mais favorise la voix de la raison dans notre problème." La prise de position de Mgr Rivera n'est donc une défense ni du FMLN et du FDR ni du gouvernement; elle se situe au-delà d'un soutien partisan. Elle est un appel serein au nom du peuple qui souffre, pour qu'on mette fin au conflit et qu'on mette à profit toute possibilité d'y parvenir, sans exclure la déclaration franco-mexicaine ou toute autre mesure propice au dialogue et à l'unification des forces.

Il est évident que, par le ton, la perspective et le contenu, le point de vue de Mgr Rivera est différent voire opposé au communiqué de Mgr Alvarez. De fait, Mgr Rivera a été publiquement attaqué dans la presse locale, tandis que sur le plan international sa prise de position a été interprétée comme de médiation. Dans son ensemble, il n'a fait que répéter sa propre thèse, soutenue par le Vatican, selon laquelle il n'y a pas d'issue pour le pays en dehors du dialogue et de la négociation, tout comme les élections qui, en elles-mêmes, sans ce dialogue et ces négociations préalables, ne sont pas non plus une issue pour le pays car elles ne résoudraient pas le problème fondamental: la fin du conflit et la reconstruction du pays, ce pour quoi toutes les forces sociales sont nécessaires.

-----  
(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----  
Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441